Journal de bord Arianna Locatelli

Trieste

mars-août 2025

Indice

Méthodologie

1. Trieste

1.1 Réseau solidaire

1.2 *Khandwala*

2. Route des Balkans et arrivées à Trieste

2.1 Données sur les arrivées entre 2024 et 2025

2.2 Itinéraires empruntés

2.3 Invisibles sur la route

2.4 Arrivées de France et de Belgique

3. Accueil

3.1 Accueil, occupations et expulsions

3.2 Campo Sacro et les transferts

3.3 Préfecture et accès au système d’asile

3.4 Accès à l’accueil

Méthodologie

Tout ce qui est raconté dans ce document provient de la présence quotidienne sur le terrain, d'entretiens menés avec des actrices et acteurs du paysage triestin et de discussions et témoignages recueillis auprès de personnes exilées et de demandeurs d'asile. C'est inévitablement une vision partielle, mais je pense que la présence prolongée et les liens établis ont permis une analyse fidèle du contexte triestin, également grâce au partage d'informations avec d'autres chercheuses/chercheurs et avec les associations solidaires locales.

Sur le terrain, j'ai eu la possibilité de collaborer avec de nombreuses associations solidaires actives sur le territoire : ICS, Consorzio Italiano della Solidarietà, NoNameKitchen (NKK, association active à plusieurs frontières européennes), Diaconia Valdese et IRC. Grâce au soutien de professionnels du droit, de médiateurs et de volontaires, j'ai pu m'intégrer pleinement au réseau de solidarité local.

Grâce à la présence des équipes de volontaires de NNK, mon quotidien s'est caractérisé par l'implication dans de nombreuses activités avec des personnes en exil et des demandeurs d'asile présents à Trieste. Cela m'a permis de développer un réseau solide sur la Piazza della Libertà, foyer central de la réalité migratoire triestine. Pour cette raison, une grande partie des informations recueillies est parvenue de manière passive, ce qui témoigne de l'importance de partager différents moments et situations avec les personnes avec lesquelles la recherche est conduite. Trieste, et en particulier la Piazza della Libertà, est un lieu extrêmement complexe : acteurs, espaces et temporalités migratoires s'y superposent et, par conséquent, des frictions et des tensions y naissent fréquemment. Mon insertion dans ce contexte n'a donc pas été simple. La compréhension des dynamiques à l'œuvre sur la place a demandé du temps, et surtout le processus ayant conduit à la reconnaissance de ma position sur la place a été long.

Le document présente les observations et les analyses réalisées pendant les mois de séjour sur le terrain à Trieste, de début mars à la fin août 2025. Toutefois, les observations rapportées concernent principalement les quatre premiers mois de recherche, jusqu'au début du mois de juillet.

1. **Trieste**

1.1 Réseau solidaire

Trieste, ville-frontière située à sur la route balkanique, a vu au fil des années se développer un réseau solidaire dense. Pendant les mois de présence sur le terrain, et en particulier grâce à une fréquentation quotidienne de la Piazza della Libertà — nœud central de la réalité migratoire triestine —

j'ai pu entrer en contact avec les différentes associations actives sur le territoire, tissant des liens solides tant au niveau professionnel que personnel. Une grande partie de mon travail d'observation et de recherche ethnographique s'est déroulée aux côtés des diverses équipes de No Name Kitchen (NNK), association présente à Trieste depuis environ un an et demi, engagée principalement dans le soutien nocturne aux nouvelles arrivées et dans des activités de sensibilisation et d'orientation en réponse aux différents besoins des personnes en migration.

Parmi les principales associations triestines figurent : ICS (Consorzio Italiano di Solidarietà), responsable de l'accueil diffus et d'un travail de soutien juridique et de médiation ; Linea d'ombra, qui s'occupe des repas sur la Piazza della Libertà et des premiers secours légers ; la Diaconia Valdese, qui gère un guichet juridique ; la Comunità San Martino al Campo, qui gère le centre de jour ; et la Caritas, qui gère Spazio 11.

À Trieste, les lieux solidaires sont nombreux, mais ceux qui sont le plus fréquentés se concentrent dans la zone autour de la gare ferroviaire et de la gare routière. C'est précisément dans ce secteur qu'a émergé un réseau d'espaces formels et informels de soutien aux personnes en migration et aux demandeur·euse·s d'asile.

- **Piazza della Libertà** : c'est la place devant la gare et le point névralgique de la réalité migratoire triestine. C'est un espace animé tout au long de la journée, surtout pendant les saisons plus douces, et il devient un lieu d'agrégation général vers 19h, lorsque commencent les distributions de repas pour les personnes de passage à Trieste, ou qui vivent en ville en dehors des circuits officiels d'accueil. La place est extrêmement stratifiée, avec différentes « âmes » qui cohabitent dans le même lieu. Il n'y manque ni désaccords ni modes d'action très différents, mais on peut en général dire que Trieste est un contexte où le réseau d'activistes et de personnes solidaires est profondément implanté et rend la ville attractive pour les personnes en migration ou pour celles qui viennent déposer une demande d'asile.

- **Centre de jour** : appelé *ChaiKhana* par les personnes en migration — littéralement « salle du thé » en pachto —, c'est un centre ouvert de 7h30 à 19h où l'on peut venir pour un verre de chai, recharger son téléphone et rester en compagnie. C'est un autre lieu d'agrégation où, avec l'équipe de NKK nous essayons d'échanger avec les gens et de proposer des activités ludo-récréatives. Je pense que c'est un espace fondamental à fréquenter régulièrement car, même s'il n'est pas simple d'avoir des moments de partage « protégés », on rencontre des personnes, on devient un visage « de confiance » et, surtout, on participe à la préservation de ces moments de sociabilité essentiels dans des contextes comme celui de Trieste.

- **Spazio 11** : situé à courte distance du *ChaiKhana*, Spazio 11 est un lieu récemment ouvert par la Caritas pour offrir un soutien aux personnes en transit pour une seule nuit à Trieste, souvent en attente du premier train du matin.

- **Sant'Anastasio** : dortoir où il est possible de s'arrêter quelques nuits, réservé notamment aux familles, aux femmes seules et aux mineur·e·s étranger·ère·s non accompagné·e·s.

J'ai parlé de lieux formels parce que ce sont les espaces gérés ou cohabités par les associations. Cependant, Trieste a une longue histoire d'occupations de bâtiments abandonnés qui deviennent des lieux habités et vécus par les personnes en migration et par celles et ceux en attente de régularisation, mais en dehors des circuits institutionnels d'accueil, dont je raconterai l'histoire dans le paragraphe suivant. En ce moment, les entrepôts abandonnés du vieux port sont occupés, une série de bâtiments rebaptisés *Khandwala*, en pachtou « maison brisée ».

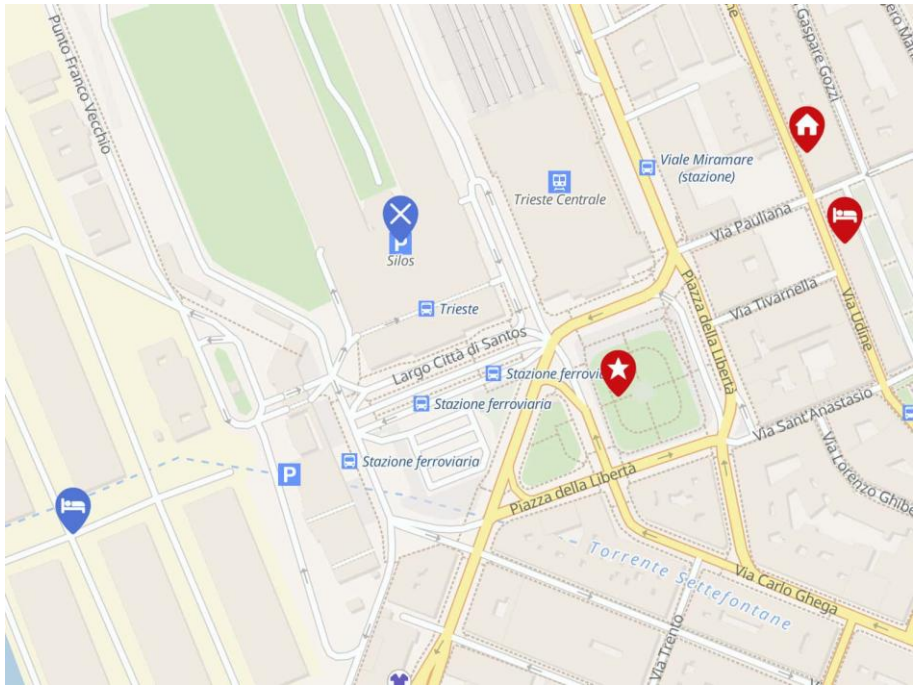


Figura 1: https://maphub.net/Ari-loca/Trieste
Carte interactive des principaux lieux de référence autour de la gare ferroviaire et routière.

La pluralité des « lieux migratoires » de nature diverse à Trieste m'a poussée à vouloir créer une cartographie de ces espaces afin de restituer une photographie fidèle de la ville et d'en rendre compte autrement que par les récits dominants, notamment au niveau politique et médiatique. À deux autres chercheur·euse·s, j'ai aussi proposé l'idée de faire cartographier la ville — ou au moins la place — directement par les personnes en migration, pour montrer comment la ville est vue et vécue différemment par les divers acteur·rice·s impliqué·e·s. L'outil des cartes mentales, représentations subjectives de l'espace construites par les personnes à partir de leur expérience, de leur mémoire et de leur perception, me paraît un instrument intéressant et riche de sens. Elles montrent comment les personnes perçoivent et vivent l'espace et pourraient être utiles à mobiliser dans un lieu comme Trieste.

En réalité, les cartes mentales sont un instrument complexe, car le concept de carte peut se décliner de façon extrêmement plurielle. Pour cette raison, nous avons décidé de ne fournir aucune instruction précise, conscients que notre conception de la carte est inévitablement culturellement marquée. Les résultats ont été hétérogènes et extrêmement intéressants. Ci-dessous, quelques-unes des cartes réalisées :

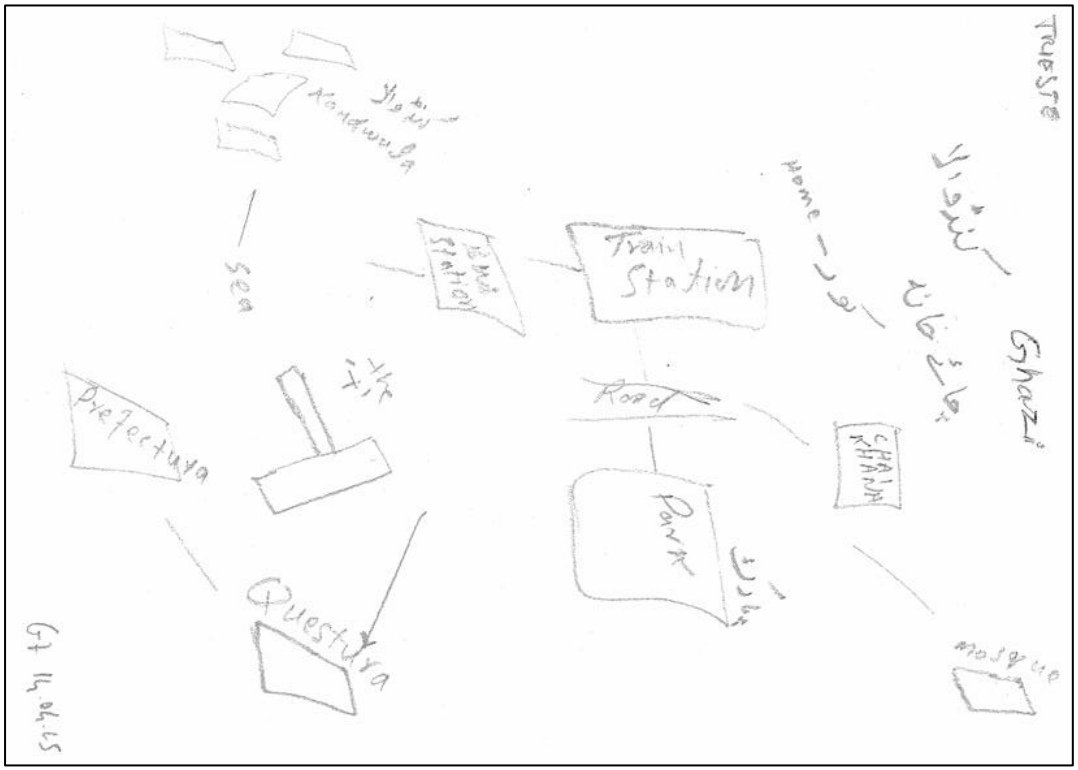
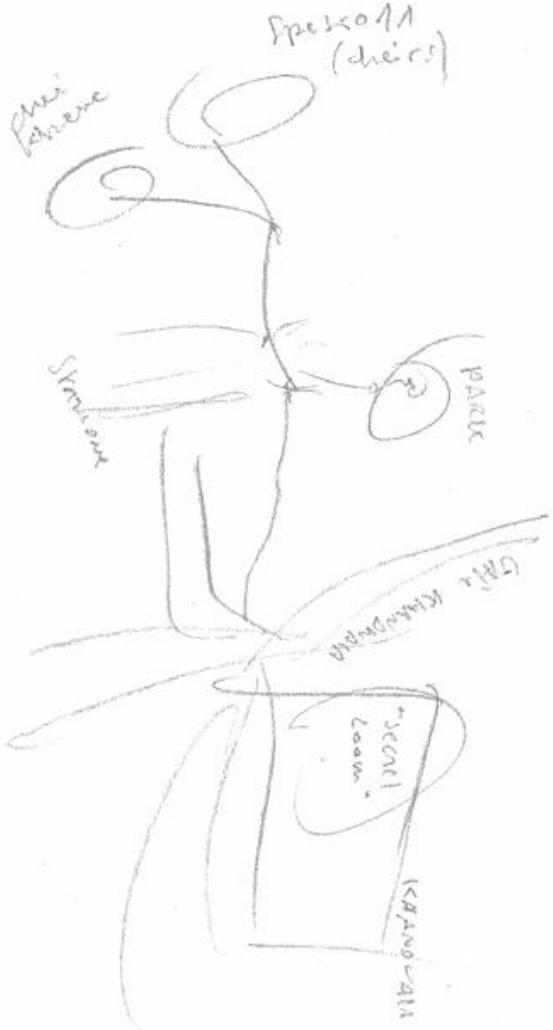


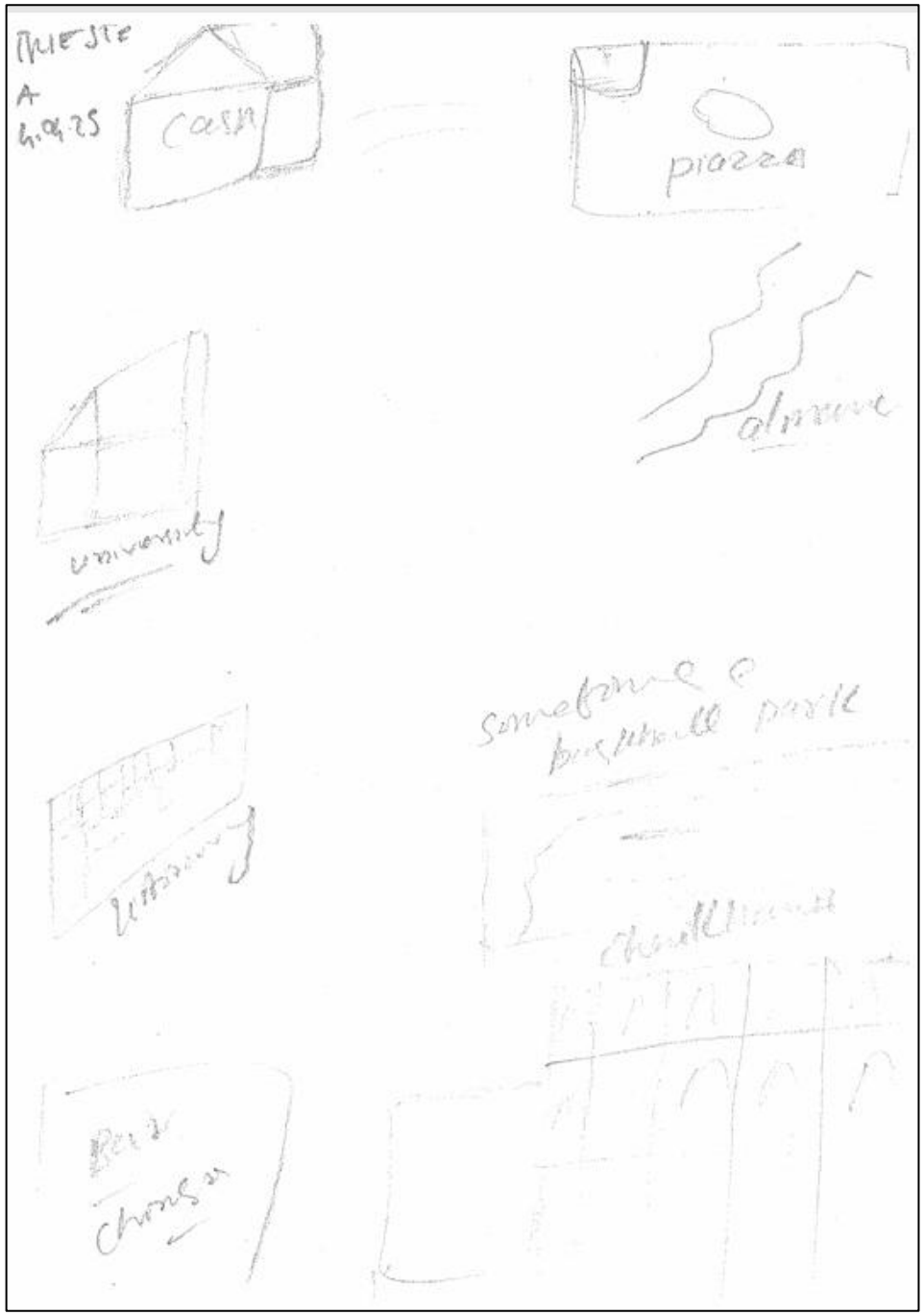
Figure 2 : Sur la carte de la « place idéale », S. a ajouté un restaurant pakistanais, des espaces pour s'asseoir et se reposer, une aire de jeux pour enfants et une pour adolescents où « aller se défouler ». En plus de cela, certains espaces sont réservés à des salles d'attente et à des magasins de différents types. Un détail particulier se trouve sur la gauche où il est écrit « Trieste significant ». S. nous a expliqué que sur la place il devrait y avoir quelque chose d'emblématique de Trieste afin que « when you arrive in Trieste you take a picture in front of it and everyone knows that you are in Trieste. Like the London Eye in London ».

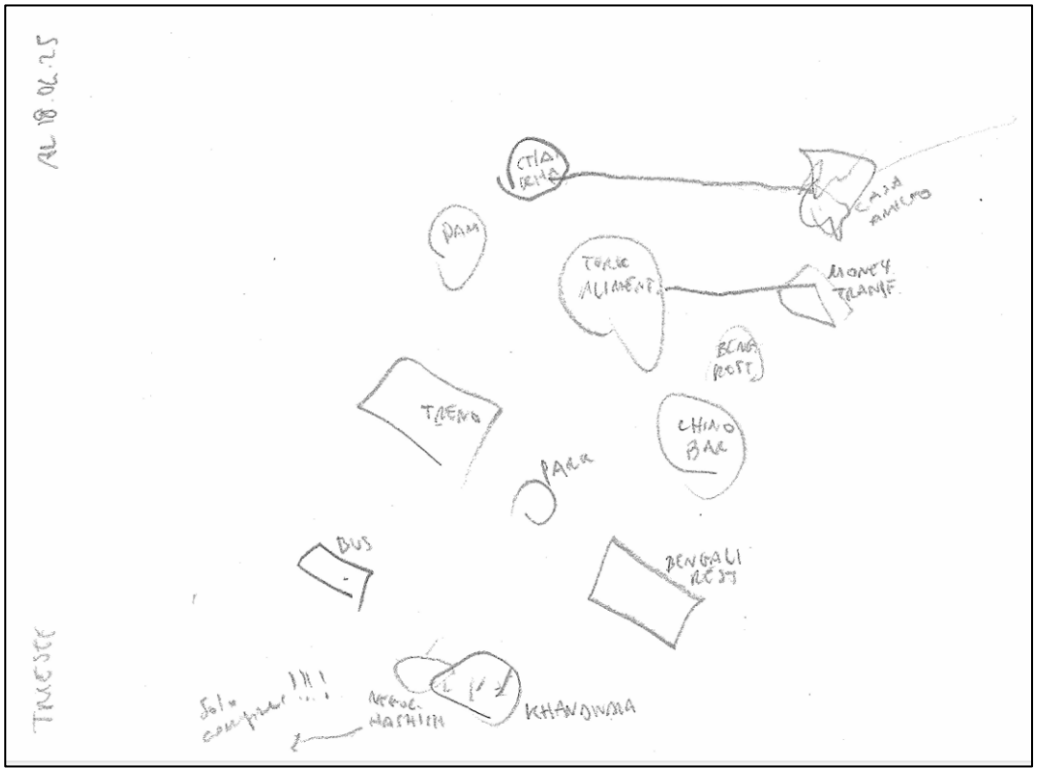
LOCATION
OF SECRET ROOM

AB 14.04.25



TRIESTE
A
4.9.25





Comme on peut le constater sur les cartes, la ville est souvent représentée de façon partielle, concentrée sur les zones autour de la Piazza della Libertà. Dans la plupart des cas, les personnes commencent à dessiner en partant précisément de la Piazza della Libertà, qui est en réalité appelée « park ». Les éléments presque toujours présents sont Khandwala, le centre de jour et la gare.

On y représente aussi souvent les économies qui se sont développées autour de la place, comme le restaurant bengalais, l'épicerie turque, le bureau de tabac et les bars en face de la place. Il y a ensuite des éléments plus « personnels », comme A., qui a ajouté l'université, ou R., qui a indiqué la maison où il vit dans le cadre de l'accueil. Souvent, l'élément de la mer et le commissariat de police sont ajoutés. Aucune carte ne va au-delà de ce dernier.

1.2 Khandwala

Figura 2: Position de Khandwala sur la carte et l'un des bâtiments occupés vus de l'extérieur.

Le 21 juin 2024, à Trieste, le Silos — une structure adjacente à la gare centrale qui pendant des années a représenté un refuge spontané pour les personnes en exil arrivées par la Route balkanique — a été évacué.
À la suite de cette évacuation, des bâtiments adjacents au Silos ont été occupés : les entrepôts abandonnés du Porto Vecchio. Cet endroit est devenu le nouveau Khandwala, la « nueva casa » (du pachto « maison brisée »), qui accueille plusieurs centaines de personnes qui, pour diverses raisons, ne sont pas intégrées au système d'accueil.

« Le Silos faisait certaines choses, […] malgré le fait que c'était terrible, des conditions horribles, tout ce que l'on veut… en même temps, aussi grâce à un certain type de collaboration avec les associations, avec la solidarité, etc., au Silos se sont formées des choses, qui ensuite, finalement, se sont évanouies.
Le Silos donnait la possibilité d'exister à des personnes qui peut-être n'avaient pas d'autre possibilité, parce qu'elles attendaient dix mille ans pour la demande

d’asile… mais aussi à celles qui ne voulaient pas forcément entrer dans ce système, ou encore qui, pour différentes raisons, ne pouvait pas y entrer, parce qu’elles étaient parties, parce qu’elles étaient dublinées, parce que — que sais-je — pour dix mille raisons. […]

Donc c’était un peu une sorte d’infrastructure, un point qui mettait en contact une sorte de circulation autour de lui.

Silos évacué… ce qui m’intéresse vraiment, c’est cette question des temporalités transitoires, entre cette production constante, maintien et destruction d’un espace de refuge. Et donc : le Silos n’existe plus. Le Silos devient autre chose. Et ce « autre chose », que fait-il, par rapport à ce que faisait le Silos ? Et quel type de choses sont transmises par cet espace ? Qu’est-ce qui n’est pas transmis ?

Ça me sert à comprendre le moment où même Porto Vecchio n’existera plus. Quand ces — disons toujours entre guillemets — ces espaces de refuge informels, ces espaces d’informalité qui donnent aux personnes la possibilité d’exister en dehors de l’institutionnel, de la formalité… quand ils n’existeront plus, que se passera-t-il ?

[…] Après un moment, j’ai compris que je devais étudier cette sorte de transition, ce dépassement du refuge, mais aussi ce qu’il est ensuite devenu.

Et donc ensuite, au moment où je me suis effectivement installé ici — parce qu’en avril j’ai passé deux semaines, puis trois semaines en septembre — et ensuite je me suis vraiment installé à Porto Vecchio… au final la thèse se concentre surtout sur Porto Vecchio. Mais en réalité elle ne se concentre pas sur Porto Vecchio pour étudier Porto Vecchio, mais pour étudier ce passage entre le Silos et Porto Vecchio.

Et donc Porto Vecchio est utile non seulement pour regarder à l’intérieur de Porto Vecchio, mais aussi pour regarder ce qu’était le Silos. »

(Entretien avec Stefano Mastromarino, 28 juin 2025)

Ce récit est extrait d’un entretien réalisé avec Stefano Mastromarino, chercheur en architecture à l’UCL de Londres, qui mène une thèse entre Trieste et Borgomezzanone. J’ai travaillé longuement pendant ma présence sur le terrain avec Stefano et nous avons souvent confronté nos observations sur les dynamiques en cours à Trieste et en particulier sur la Piazza della Libertà, un lieu étroitement connecté à Khandwala : d’une part parce qu’il est proche géographiquement, d’autre part parce qu’il est traversé par des dynamiques et des relations qui relient les deux espaces et les rendent partie d’un même écosystème de présence et de transit. Ce qui ressort des observations du chercheur, c’est le devenir constant de ces solutions d’habitat à Trieste. Nombreuses sont les formes de Khandwala qui se détruisent et se reconstruisent, créant autour d’elles une circulation et un rapport de dépendance pour celles et ceux qui les ont habité·e·s ou qui les habitent encore. Éloquent à cet égard est le fait que le terme Khandwala n’indique pas seulement les entrepôts du Porto Vecchio : on appelait aussi Khandwala le Silos quand il était habité, et il est fort probable que ce sera le nom d’une éventuelle occupation future parce que « Khandwala n’est pas un lieu mais une manière d’habiter ». (Entretien avec Stefano, 28 juin 2025)

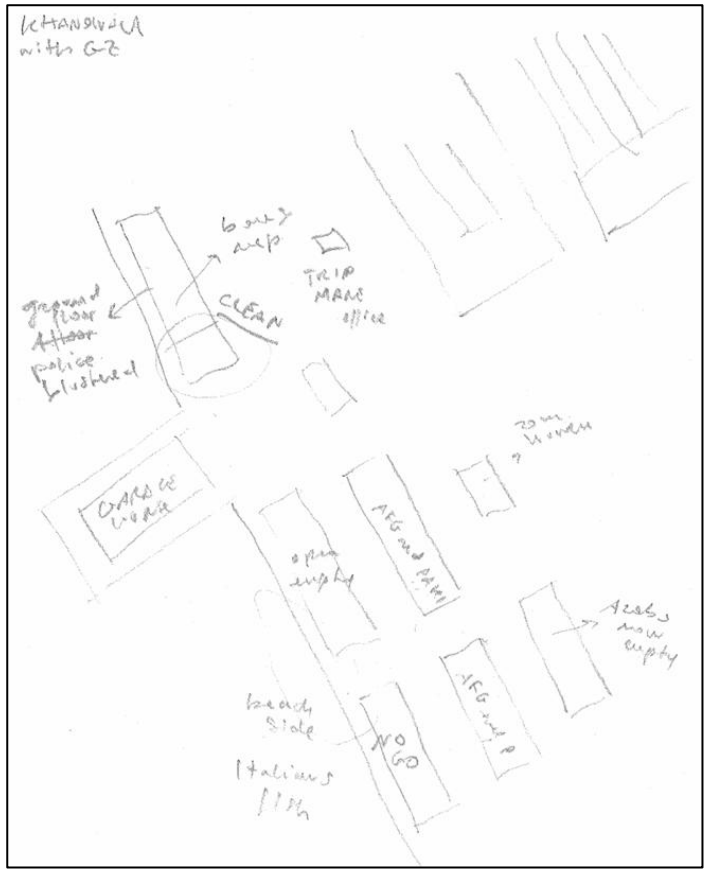


Figura 3: Carte de Khandwala dessinée par A., à Khandwala depuis deux mois.

L'élément aujourd'hui le plus problématique à Porto Vecchio, à la différence de ce qui se passait au Silos, est qu'il se configure comme un lieu fermé, dans lequel associations et opérateur·rice·s n'entrent pas. Pour des raisons de positionnement, j'ai choisi de ne pas accéder à Porto Vecchio ; je n'en ai vu qu'un détachement occupé par un groupe de ressortissants Népalais. Un nombre indéterminé de personnes y vit, souvent réparties selon la nationalité. De plus, Khandwala constitue le principal relais d'un réseau de passeurs qui opère le long des Balkans. Composé de quatre bâtiments, il abrite différentes hiérarchies :

« Donc, pour reprendre ce qui nous intéresse, qu'est-ce que Porto Vecchio ? C'est une série de bâtiments occupés par des personnes pour y vivre, pour y habiter, pour diverses raisons. Je classerais peut-être les différentes figures. Il y a des résident·e·s stables, en un certain sens « permanents », disons, qui sont des personnes généralement identifiées sous l'appellation "Arabes", avec qui je n'ai jamais été en contact. Des résident·e·s de longue durée. Puis il y a des réseaux de passeurs, ou une partie des passeurs, je ne sais pas très bien, qui sont évidemment celles et ceux qui ont naturellement plus de pouvoir à l'intérieur de Khandwala par rapport à d'autres. Il y a celles et ceux qui y finissent parce qu'elles n'ont aucune autre alternative, parce qu'elles attendent peut-être deux mois pour faire les empreintes digitales, pour entrer au commissariat... Plusieurs personnes avec qui j'ai parlé arrivaient, allaient sur la place, allaient à Spazio 11, allaient à Sant'Anastasio, allaient à Bonomo parce qu'elles ne voulaient pas aller à Khandwala. Elles y restaient deux ou trois jours et ensuite disaient "bon", ou souvent elles connaissaient quelqu'un et arrivaient donc à entrer dans Khandwala. Et puis il y a les personnes qui restent très peu de temps, ce sont justement les invisibles, que nous ne connaissons pas, que nous ne voyons pas, etc., ce sont des personnes de passage qui restent une nuit ou deux, donc très peu, pour lesquelles l'accueil ne fait même pas partie du paquet et qui entrent immédiatement à l'intérieur de Khandwala sans que nous puissions les voir.

Ces deux dernières catégories, selon moi, sont évidemment les plus fragiles. Même la classification que j'ai faite, selon moi, va dans l'ordre de fragilité, parce que je pense tout de même que les résident·e·s, entre guillemets, stables, ont quand même un certain type de pouvoir, même par rapport aux passeurs. […] Cette classification que j'ai faite aussi involontairement va dans l'ordre à la fois de fragilité, mais aussi d'ancienneté, en un certain sens, parce que justement ceux-là sont les plus permanents.

Les passeurs sont celles et ceux qui, dans bien des cas, vivaient déjà à Porto Vecchio avant, quand le Silos était encore ouvert. »

(Entretien avec Stefano Mastromarino, 28 juin 2025)

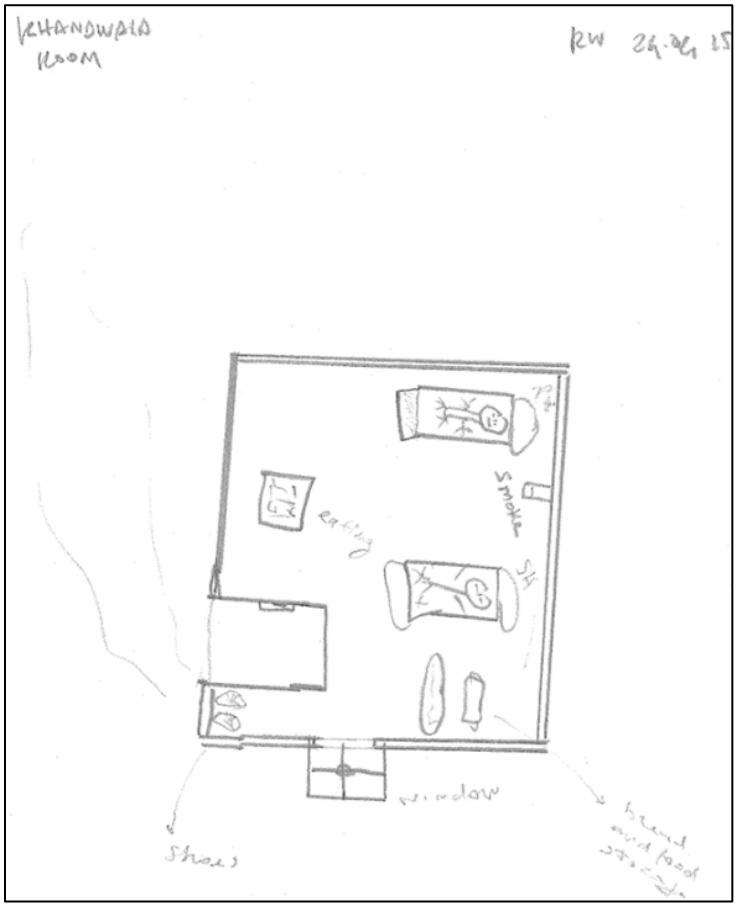


Figura 4: Dessin de la chambre de Khandwala par R., à Khandwala pendant deux mois mais maintenant dans un appartement en ville.

Nous voyons donc que Khandwala est habité par différents groupes, qui se distinguent à la fois par la durée de leur séjour mais aussi par leur vulnérabilité. Les dynamiques qui se développent à l'intérieur de Porto Vecchio se répercutent directement sur la Piazza della Libertà. On pourrait consacrer une thèse entière à la Piazza della Libertà en tant qu'espace interstitiel, lieu de rencontre d'acteur·rice·s, de temporalités et de besoins hétérogènes. On peut dire que cet endroit est emblématique de la réalité migratoire triestine. Dès les premières observations ethnographiques, j'ai décrit Trieste comme une « ville stratifiée », une expression qui rend compte de la cohabitation, dans un même espace urbain, de trajectoires migratoires, de temporalités et de projets radicalement différents. Trieste est l'une des rares réalités frontalières où coexistent des demandeur·euse·s d'asile en attente d'entrée dans le dispositif d'accueil, des personnes ayant choisi de rester en dehors du système, des personnes qui ont eu accès à « l'accueil diffus » et vivent donc depuis des années en ville, et des personnes migrantes de passage. Parler de migrations à Trieste, c'est aussi parler d'une hétérochronie, d'accélérations et de ralentissements, de mouvement et d'immobilité qui se rencontrent dans cette ville. Ici, pour certain·e·s le temps se dilate, pour d'autres Trieste constitue un nœud de passage rapide, où l'on séjourne une nuit pour ensuite poursuivre vers d'autres villes. Cette stratification rend la ville extrêmement « attractive » : se créent des réseaux entre concitoyen·ne·s, on trouve un soutien solidaire et se multiplient des lieux d'abri, tant formels qu'informels. La naissance de lieux tels que Khandwala revêt une double valeur : d'une part, ils représentent une réponse spontanée pour pallier les lacunes du système d'accueil et d'asile, des actes de résistance et de revendication d'espaces lorsque l'on est contraint·e de dormir à l'air libre ; d'autre part, ils rendent possible une présence en ville, même si ce n'est que pour le temps nécessaire afin de comprendre les étapes suivantes.

Extérieurs et des intérieurs de *Khandwala*

Toutes ces photos ont été prises par un photographe du collectif Cesura, entré à plusieurs reprises à Porto Vecchio accompagné de certaines personnes qui y vivent. Il a mis à disposition quelques clichés, tous en noir et blanc, des extérieurs et des intérieurs de *Khandwala*.

2. Route balkanique et arrivées à Trieste

2.1 Données sur les arrivées entre 2024 et 2025

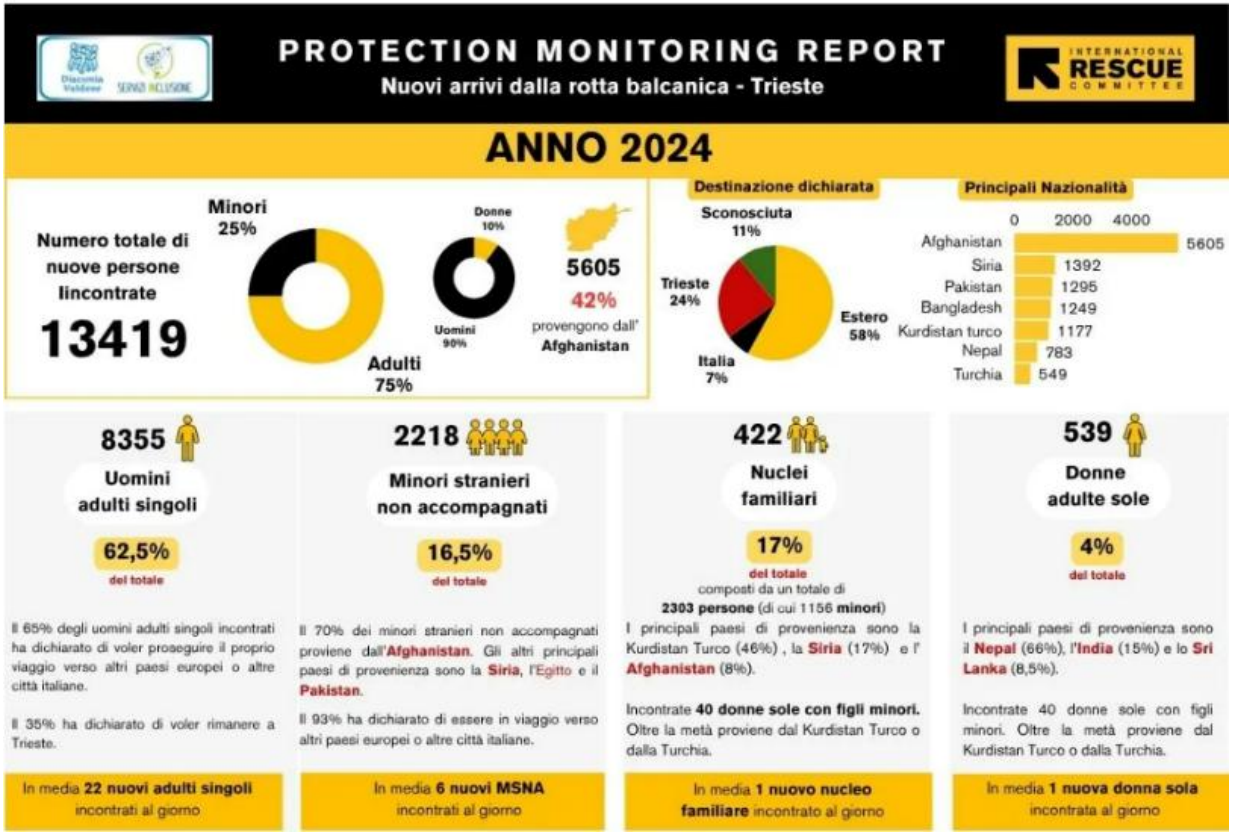


Figura 5: Données sur les arrivées en 2024.

balkanique. »

·Malgré les déclarations de Frontex sur la forte baisse des arrivées par la Route balkanique tout au long de 2024 et au début de 2025, les associations qui interviennent quotidiennement sur le territoire triestin décrivent une autre réalité. Selon les données recueillies en 2024 par la Diaconia Valdese et l'IRC, le nombre de personnes rencontrées à Trieste a diminué de seulement 16,4 % par rapport à 2023 — un chiffre qui, plus qu'attester d'une réduction réelle des arrivées, met en évidence une invisibilisation croissante, comme il sera expliqué ci-dessous.

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugié·e·s, le 20 juin 2024, une conférence de presse a réuni de nombreuses réalités solidaires triestines : ICS, Diaconia Valdese, IRC, Linea d'Ombra et NoNameKitchen. Marta Pacor, opératrice juridique de la Diaconia Valdese, a observé à ce propos :
« Les personnes continuent de transiter, mais avec des modalités de plus en plus risquées et moins traçables, fruits du durcissement des contrôles aux frontières et de la militarisation de la route. ».

Cette situation s'est confirmée durant les premiers mois de 2025. Malgré une légère baisse enregistrée au cours du premier pentamestre, les personnes en exil continuent d'arriver et de transiter par Trieste dans une invisibilisation toujours plus marquée.
Pendant mes mois de présence sur le terrain, j'ai observé une augmentation progressive des arrivées à partir de mai. Les mois précédents, mars et avril, les mouvements étaient contenus pour deux raisons principales : d'une part des conditions météorologiques encore rigides qui rendent la route particulièrement difficile en hiver ; d'autre part la coïncidence avec le mois de Ramadan, qui a entraîné un ralentissement des déplacements.

Figura 6: Données sur les arrivées au debut du 2025.

À Trieste il n'existe pas de structure formelle et centralisée d'accueil immédiat : le repère pour celles et ceux qui arrivent est la Piazza della Libertà, un espace public, ouvert et donc difficilement contrôlable de manière systématique. Le monitoring des nouvelles arrivées, réalisé en grande partie par des médiateur·rice·s et opérateur·rice·s d'ICS, d'IRC et par les volontaires de No Name Kitchen, donne des chiffres très probablement sous-estimés, mais néanmoins indicatifs de l'ampleur du phénomène.
Les volontaires de NNK, en particulier, couvrent les plages nocturnes, surveillant la place et les gares avoisinantes entre 23 h et 3 h du matin.

À partir de mai, les arrivées ont augmenté graduellement, bien que de façon discontinue, jusqu'en juillet. Cette variabilité met en lumière une dynamique récurrente : l'arrivée collective de groupes plus ou moins nombreux qui semblent avoir affronté ensemble le « game ». Ce phénomène est particulièrement visible chez les mineur·e·s non accompagné·e·s en provenance d'Égypte, de très jeunes personnes qui arrivent souvent sur la Piazza della Libertà après avoir parcouru ensemble la route balkanique.

Comme l'a montré l'observation quotidienne sur le terrain, la composition des personnes en transit est majoritairement masculine et âgée de 20 à 30 ans. Les données présentées dans l'image (tirées des rapports de la Diaconia Valdese et de l'IRC présentés lors de la conférence de presse du 20 juin) confirment une présence notable de citoyen·ne·s afghan·e·s, qui constituent toujours la nationalité la plus nombreuse. On constate également une augmentation des arrivées en provenance du Bangladesh — l'une des nationalités les plus présentes aussi à Lampedusa — et du Népal, cette dernière caractérisée par un trait singulier : c'est en effet la seule origine qui enregistre un flux significatif de femmes seules. D'autres arrivées concernent des groupes kurdes, d'origine turque ou irakienne, majoritairement composés de noyaux familiaux.

2.2 Routes empruntées

La route balkanique a radicalement changé au cours des 18 derniers mois. Les politiques migratoires européennes mises en œuvre ces dernières années dans les Balkans, fondées sur l'externalisation des frontières et la militarisation des zones frontalières, ont entraîné une hausse des violences et des difficultés le long de la route. Les témoignages sur la violence quotidienne aux frontières balkaniques sont systématiquement relatés par les associations solidaires qui travaillent en frontière et par des plateformes telles que Border Violence Monitoring Network et Bloody Borders.

Ces violences étatiques et policières et le renforcement des contrôles frontaliers ont directement modifié la route ces dernières années, qui s'est réorganisée et a pris une autre forme. Grâce aussi à un questionnaire élaboré en début de terrain avec Gianfranco Schiavone, président d'ICS — Consorzio Italiano di Solidarietà — nous avons rapidement constaté la consolidation des « nouvelles modalités » de franchissement de la route. Aujourd'hui, la plupart des personnes en exil parcourent une partie de la route balkanique, en particulier les territoires intérieurs des États, à bord de voitures particulières ou de petits fourgons : des trajets organisés par des réseaux de passeur·euse·s actifs sur l'ensemble des Balkans. Le recours aux réseaux de passeurs est la conséquence directe du durcissement croissant des politiques migratoires européennes et de la militarisation des frontières.

Ci-dessous, deux extraits de la conférence de presse pour la Journée internationale des réfugié·e·s organisée par plusieurs associations actives sur le territoire triestin :

Comme l'observe Marta Pacor, référente à Trieste pour le pôle « services inclusion » de la Diaconia Valdese, « les personnes continuent de transiter, mais avec des modalités de plus en plus risquées et moins traçables, fruit du durcissement des contrôles aux frontières et de la militarisation de la route balkanique. »

Les modalités de franchissement des frontières changent également : « nous sommes face au soi-disant "Taxi game". La majeure partie des territoires intérieurs est traversée à bord de véhicules privés, tandis que les frontières sont franchies à pied. Les personnes en exil sont ainsi

davantage exposées aux réseaux de celles et ceux qui sont appelés “trafiquants”, tandis que les personnes le long de la route balkanique deviennent encore plus invisibles ». Il s’agit d’une « réponse naturelle à la militarisation des frontières européennes et au processus d’externalisation des frontières ».

Grâce aux nombreuses discussions tenues avec des personnes récemment arrivées à Trieste par la route ou ayant emprunté cette route au cours des six mois précédents, sont apparues les modalités selon lesquelles ces passages en voiture s’organisent : la position du conducteur est partagée sur les téléphones des personnes en exil qui, arrivée·e·s à la localisation, trouvent un véhicule qui les emmène d’un lieu à un autre. Dans chaque État il y a des voitures et des conducteur·rice·s différent·e·s. Comme confirmé par plusieurs sources, en Bulgarie les conducteur·rice·s sont souvent d’origine turque, tandis qu’en Bosnie, Hongrie, Croatie et Slovénie elles et ils ont été décrits comme « Blancs » (comme j’expliquerai plus loin, en analysant les données publiées par la police et certains entretiens avec des avocat·e·s triestin·e·s, il est ressorti que les conducteurs ont principalement des origines ukrainiennes). Souvent l’organisateur principal du trajet demande au conducteur, ou aux mêmes passager·ère·s, de faire une vidéo lors de la montée et de la descente du véhicule, à envoyer comme preuve du trajet effectué. Tout cela se passe à l’intérieur des États tandis que les frontières sont franchies à pied.

« I. est parti du Pakistan, puis a traversé l’Iran, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, l’Autriche, l’Italie.
Il a subi 3 refoulements, en Bulgarie. Il a traversé les Balkans à la fois en voiture et à pied, les frontières toujours à pied, de longs tronçons en Bulgarie et en Hongrie en voiture. Les conducteurs étaient de nationalités différentes : turc en Bulgarie, à la peau blanche en Serbie et en Hongrie. Il m’a raconté qu’ils portaient chapeau et lunettes et ne parlaient pas un mot d’anglais. On ne paie jamais directement les conducteurs mais ceux qui travaillent en amont. I. a payé 5000 euros pour aller de la Bulgarie à l’Italie. »

(Extrait du journal de terrain, 4 mai 2025)

« Quand je suis arrivé en Bulgarie, je suis resté deux jours au même endroit. Ils ne viennent pas en voiture.
— Ah, tu attendais une voiture ?
— Oui. Parce que quand tu arrives dans un endroit, ils te donnent un autre lieu ; le conducteur arrive en voiture et t’emmène dans une autre ville.
— D’accord. Mais qui te donne l’indication pour la voiture ?
— C’est *qachaqbar*[1] !!! » (il me regarde avec de grands yeux comme pour dire « qui veux-tu que ce soit »)

[1] Terme pashto utilisé pour désigner l’organisateur de tout le voyage, la personne avec qui ils communiquent exclusivement par téléphone. *Mussafire*, en revanche, est le terme employé pour celui qui voyage, littéralement « le passager ».

— Ahahah C’est toujours Qachaqbar
— Toujours, toujours ! Mais il ne vient pas ici en voiture. »

Extrait d’un entretien traduit (12 avril 2025)

Les frontières les plus problématiques aujourd’hui, d’après les récits et la collecte de témoignages, sont la frontière bulgare et la frontière croate. Là, la violence policière atteint des niveaux inhumains et les refoulements sont encore nombreux, en particulier en Bulgarie. Beaucoup m’ont raconté avoir été dépouillé·e·s, frappé·e·s, poursuivi·e·s par des chiens.

« S. s’est assis à côté de moi alors que j’avais le chien de mes colocataires en laisse. Il a plaisanté sur le fait qu’il en avait peur, puis mes ami·e·s sont venus reprendre Moga. Nous avons repris la discussion commencée précédemment sur la Bulgarie. Il a retroussé les manches de son t-shirt et m’a montré des bras marqués de cicatrices circulaires. Avec un sourire triste, il m’a regardé et m’a dit : “tu crois que pourquoi j’ai peur des chiens ?” »

Extrait du journal de terrain, 12 juillet 2025

Le recours « obligatoire » aux réseaux de passeur·euse·s réduit toutefois de façon effective les temps de traversée des Balkans. En Bulgarie, m’a raconté un·e médiateur·rice, il semble exister un jeu appelé *Police game* où l’on passe par des policiers corrompu·e·s en accord avec les réseaux de passeurs.

Les deux routes à travers les Balkans les plus empruntées aujourd’hui sont :

- Turquie — Bulgarie — Serbie — Croatie — Bosnie — Slovénie — Italie
- Turquie — Bulgarie — Serbie — Hongrie — Autriche — Italie

La route via l’Autriche et la Hongrie est elle aussi fréquemment empruntée. Souvent les personnes montent ensuite dans un train en Autriche qui les conduit directement en Italie, d’où elles arrivent à Trieste.

Les itinéraires empruntés par les personnes bengalies et népalaises sont en revanche complètement différents. En général, elles prennent un avion avec escale à Doha qui les amène en Roumanie (surtout les Népalais) ou en Serbie/Croatie (surtout les Bengalis). De là, souvent après une période de travail de six mois à deux ans dans ces pays, elles poursuivent vers l’Italie de différentes manières, à pied mais aussi en bus — un jeune homme m’a dit être arrivé à Trieste en Flixbus après six mois à Slavonski Brod en Croatie sans que le bus ne soit contrôlé ni à la frontière croate ni à la frontière slovène. Les prix pour les parcours des Népalais et Bengalis sont nettement plus élevés et tournent en moyenne autour de 10–11 000 euros. Toutes et tous arrivent avec un visa de travail, souvent faux, qui garantit toutefois l’entrée dans certains États.

« A. nous a raconté plus en détail son voyage. Il a dit avoir payé 14 000 euros du Bangladesh à la Croatie. Puis 29 euros de Flixbus de Zagreb à Trieste. Il riait en nous le racontant ; il n'a pas été contrôlé ni à la frontière Croatie-Slovénie ni à la frontière Slovénie-Italie. Du Bangladesh il a pris l'avion via Dubaï puis en Croatie. Il a obtenu un visa européen (probablement faux, mais je n'en suis pas sûre) pour lequel il a dû se rendre au Népal. Il nous a dit : "in Bangladesh there is no european embassy. We have to go in Nepal. I stayed there 3 months and after I received my Visa". Il m'a montré une vidéo sur TikTok. »

Extrait du journal de terrain, 9 avril

« Aujourd'hui au Chaikhana j'ai beaucoup parlé avec P., un jeune homme de trente ans du Népal. Il m'a raconté être arrivé en avion du Népal en Allemagne avec un visa de travail officiel pour travailler sur des croisières sur le Danube. Arrivé là-bas, il m'a dit qu'on lui a fait du mobbing, qu'un groupe de personnes déjà employées sur les croisières (indonésien·ne·s ?) l'a complètement exclu. Sans préavis, au bout de quinze jours, ils l'ont licencié. Ne pouvant pas convertir son visa de travail en un visa de séjour, il a dû arriver "irrégulièrement" en Italie et cherche maintenant à se régulariser ici pour commencer à travailler. Je crains qu'il soit sorti de Campo Sacro, perdant ainsi le droit à l'accueil. Mais il tient à obtenir rapidement le foglio giallo pour pouvoir travailler ; de toute façon il semble peu intéressé par autre chose. Du Népal à l'Allemagne il a payé 9 000 euros : "after all that happened in Germany I called my parents and I said that I was going on, I couldn't go back to Nepal, I have the debt and the agent doesn't give the money back". Il m'a ensuite longuement parlé du Népal, de sa ville, du bouddhisme. C'était une conversation vraiment agréable, facilitée par le fait qu'il parlait très bien anglais. »

Extrait du journal de terrain — conversation au Chaikhana :

2.3 Invisibles sur la route

La divergence entre les données de Frontex et celles des associations actives sur le territoire, illustrée au début du paragraphe, peut donc s'expliquer aussi par cette invisibilisation des passages. L'analyse de l'évolution et des mutations de la route balkanique est au centre non seulement de mon travail mais aussi de celui de toutes les associations. Trieste fait partie de la route balkanique et est une ville-frontière ; le travail de soutien aux personnes en exil et aux demandeur·euse·s d'asile y est inévitablement très lié à la route. Les besoins auxquels il faut répondre sont étroitement liés aux modalités de voyage. Si jusqu'en 2023 la majorité des personnes arrivaient à Trieste avec les pieds en mauvais état, des infections dues à de petites coupures et la gale, aujourd'hui elles arrivent en général en meilleure condition physique, précisément parce qu'une plus grande partie du trajet est effectuée en voiture.

Cela ne signifie pas que la route soit devenue plus facile ou moins violente, loin de là. Le durcissement progressif des frontières européennes et la militarisation des frontières intérieures et extérieures ont entraîné une plus grande exposition des personnes en exil aux violences policières étatiques et aux agents de Frontex. Le recours aux réseaux de passeur·euse·s pour tenter de traverser plus rapidement est la conséquence directe des politiques migratoires européennes qui empêchent tout accès au territoire de l'UE. Cela pousse les personnes en exil vers une invisibilisation accrue, qui peut les exposer à une précarité toujours plus grande. Les passages deviennent plus rapides et clandestinisés, le coût de la route augmente et l'on contourne souvent des nœuds où trouver le soutien des associations solidaires. De plus, même à l'intérieur du périmètre triestin on suppose que de nombreuses personnes poursuivent leur trajet sans passer par la Piazza della Libertà, entrant directement à Porto Vecchio. « Nous ne faisons plus partie de certains "paquets" » m'a dit un jour une opératrice juridique qui travaille à Trieste. En parlant avec R., jeune Afghan de 20 ans, il m'a raconté le passage de la frontière bulgare :

« La police m'a frappé. La police est trop dangereuse en Bulgarie. Je les ai vus et après oooooo comme ici, ici, ici » [il montre différentes parties du visage et du corps].
— Sur le visage, ils t'ont frappé ?
— Oui, aussi ! Quand mon père m'a appelé, j'avais déjà été refoulé en Turquie. Oui. Deux jours après son appel, mon père « dit bonjour, comment ça va ? » « Je vais bien » comme ça, il dit, « ouvre ta caméra ». Je regarde et je dis, « Papa, cassée, ma caméra est cassée, après genre trois jours je t'appelle parce que je veux acheter un nouveau téléphone ». Ils disent, d'accord, mais il doit comprendre. Mais je ne veux pas qu'il soit triste. Et ma mère et mon père, mon visage était si abîmé. Mais après je suis revenu, genre sept jours après je suis revenu en Bulgarie, comme quelques jours, quelques heures avec le Qachaqbar à pied. »
(Entretien avec R., 12 avril 2025)

Trieste est une ville extrêmement stratifiée, une réalité particulière sur la route balkanique. Ici se sédimentent différentes temporalités et espaces migratoires et sur la Piazza della Libertà opèrent des acteur·rice·s aux positionnements divergents. La question de celles et ceux qu'on appelle « passeur·euse·s » se perçoit concrètement car Trieste est un lieu de repos et de réorganisation. C'est une dynamique d'un grand intérêt, naturellement composée d'innombrables nuances. Lors d'une discussion informelle avec un médiateur·rice on m'a dit :

« Pour autant que se créent des dynamiques particulières, il faut se souvenir que là où ils sont, il y a les personnes en exil. Si eux partaient de Trieste, partiraient aussi les demandeur·euse·s d'asile et les personnes en transit et nous serions inutiles. Il faut se rappeler que, même si beaucoup de leurs actions sont répréhensibles, pour nombre de ces personnes ce sont des anges : ils les font arriver en Europe sans se faire refouler des dizaines de fois. »

(Journal de terrain, 28 mars 2025)

2.4 Les retours depuis la France et la Belgique

Un des éléments les plus saillants qui ont émergé pendant la période d'observation concerne les « retours » depuis la Belgique et la France. Au cours des mois de terrain nous avons enregistré l'arrivée de nombreuses personnes, presque toutes Afghanes, qui, après avoir passé environ 2 à 4 ans principalement en France et en Belgique, à l'obtention du troisième refus de la protection internationale reviennent ou reprennent le parcours migratoire vers l'Italie pour déposer une demande d'asile. Ce phénomène est étroitement surveillé mais pour l'instant pas encore pleinement rendu public : associations et activistes craignent en effet que, si la Questura de Trieste devait reconnaître ouvertement l'ampleur du phénomène, elle mette en œuvre des techniques de dissuasion encore plus dures que celles déjà en place pour éloigner les personnes de Trieste. Comme le notent Dragan Umek et Elena Vellati dans un article récent, Trieste « est évidemment une zone de transit pour une grande partie des migrants, mais aussi un point d'arrivée de la "route balkanique" tant pour celles et ceux qui souhaitent rester que pour les soi-disant backflows (flux de retour), c'est-à-dire celles et ceux qui, n'ayant reçu aucune protection dans d'autres pays européens, reviennent. »

Lors de plusieurs conversations avec des personnes arrivant de Belgique et de France, je leur ai demandé pourquoi elles avaient choisi précisément Trieste pour déposer une nouvelle demande d'asile. Il est apparu que, pour de multiples raisons, la ville se représente dans l'imaginaire comme un lieu où il est « plus simple » de déposer une demande d'asile. Malgré retards et pratiques illégitimes, la Questura de Trieste fonctionne plus rapidement que celles de nombreuses autres villes italiennes. Mais, au-delà de cela, le statut de ville-frontière a permis l'émergence d'un contexte très particulier. Le réseau solidaire procure un accompagnement et un soutien supérieurs à ceux d'autres villes ; l'existence de refuges informels garantit souvent un endroit où dormir, même précaire ; et surtout, à Trieste on peut trouver un réseau solide de compatriotes dans lequel s'insérer. Tout cela pousse les personnes à revenir ou à continuer vers Trieste, ville qui, pour beaucoup, a été un lieu de transit lors de leur première arrivée en Europe.

> « Il m'a raconté avoir vécu trois ans en France, un près de Paris, deux à Toulouse. Il parlait un français parfait et m'a dit avoir travaillé et vécu régulièrement à Toulouse. Après deux ans d'intégration complète, il a trouvé dans sa boîte aux lettres le troisième refus pour l'asile. la tranquillité avec laquelle il m'a parlé de cette situation, l'acceptation des événements, m'a impressionnée Il m'a raconté les questions absurdes qu'on lui a posées en commission : "tu aimes les filles françaises ?" "Tu vas à la mosquée ?" Il m'a dit que le juge devant lequel tu te trouves décide de ton sort. Son ami en avait un autre et a obtenu 5 ans de protection. Tout cela il me l'a raconté avec un sourire triste. "Maintenant j'attends les documents ici inshallah". »
> (Journal de terrain, 8 avril 2024)

La question des « retours » depuis la Belgique soulève une autre problématique : celle des mineur·e·s qui reviennent ou poursuivent leur parcours en Italie après avoir reçu des refus en France et en Belgique. Pendant mes mois de terrain j'ai rencontré beaucoup de jeunes proches de la majorité. Tous arrivés en Europe entre 14 et 16 ans, en Belgique ils étaient souvent enregistrés comme majeurs après des radiographies pour attester de leur âge. De retour en Italie, certain·e·s à 17 ans et quelques mois, d'autres devenus majeurs entre-temps, ils/elles constituent une partie particulière de la population en transit.

3. Accueil

Du fait de sa position géographique, Trieste a besoin de nombreuses places d'accueil. En ville est actuellement un modèle d'accueil qui constitue un unicum au niveau national et qui s'est consolidé au fil des ans, promu et géré par l'ICS, Consorzio Italiano di Solidarietà. Ce modèle, appelé « accueil diffus », consiste à insérer les demandeur·euse·s d'asile et les personnes réfugiées dans des appartements autonomes répartis dans toute la ville. Ce modèle se place donc aux antipodes de l'accueil dans de grands centres gouvernementaux, d'immenses structures regroupant des dizaines de personnes en attente des évolutions bureaucratiques de leurs demandes d'asile. Comme l'écrit Roberta Altin, anthropologue, chercheuse et professeure d'anthropologie culturelle à l'Université de Trieste :

> « L'accueil se déroulait dans des appartements d'une capacité moyenne de 5/6 demandeur·euse·s, répartis dans presque tous les quartiers de la ville, afin de combattre la marginalité au nom de l'ordinaire et de la gestion directe.
> Peut-être trouve-t-on dans ce modèle de gestion une trace de l'héritage basaglien : l'expérimentation de l'hospitalité dans des structures de petite et moyenne taille autogérées, avec le soutien d'un opérateur-médiateur, a été en effet fondamentale pour éviter une gestion séparée des diversités (personnes en situation de handicap mental ou étrangères), qui opère ségrégation et assujettissement biopolitique à travers de grandes structures confinées aux marges de la vie "normale". »

Le modèle de l'accueil diffus n'est cependant pas en mesure de répondre à la forte demande en ville parce que, évidemment, les arrivées continues par la route balkanique imposent des rythmes soutenus nécessitant davantage de places d'accueil. Comme je l'ai répété à plusieurs reprises, par ailleurs, la stratification des temporalités et des besoins en ville oblige à répondre à une grande variété de demandes. Sur ce point, Trieste ne dispose pas de structures adaptées, ni de places d'accueil suffisantes, et peu a été fait par les institutions qui ont préféré, au fil des ans, adopter une posture d'opposition et de répression vis-à-vis du phénomène migratoire.

À Trieste existent deux structures de « première accoglienza ad alta rotazione » (accueil de courte durée) : Casa Malala, située à la lisière de la frontière près du poste frontière de Fernetti, et l'auberge Scout de Campo Sacro, localité Prosecco, aux portes de Trieste. Les deux structures — la première réservée aux familles, aux femmes seules et aux MSNA, la seconde pour hommes adultes seuls avec un détachement toujours pour MSNA — sont des centres d'accueil d'où l'on est rapidement transféré vers d'autres villes. Malgré le fait qu'elles soient souvent saturées et provoquent de longues listes d'attente contraignant des dizaines de personnes à dormir à la belle étoile, autour des transferts il est nécessaire de mener une réflexion approfondie que je présenterai dans les paragraphes suivants.

3.1 Accueil, occupations et évacuations

Comme déjà raconté dans le sous-paragraphe sur Khandwala, les occupations et les évacuations font partie de l'histoire triestine et de la réalité migratoire actuelle. Malgré les conditions précaires vécues dans les occupations, la solution n'est certainement pas l'évacuation. Déjà au moment de l'évacuation du Silos, activistes et associations avaient clairement condamné les actions répressives et absolument inutiles des forces de police et des institutions. Dans un communiqué diffusé par ICS même dans les jours précédant l'évacuation, on pouvait lire des demandes claires qui, au final, n'ont pas été entendues, préférant un acte de force visant uniquement à effacer et à précariser, sans aucune solution alternative.

Sont donc confirmées deux revendications fondamentales déjà réaffirmées à plusieurs reprises et qui n'ont pas encore reçu de réponse :

1. la mise en œuvre d'un plan effectif qui, y compris par des interventions d'urgence, évite d'abandonner de nouveau dans la rue une partie des demandeur·euse·s d'asile sans accueil, en violation ouverte des normes en vigueur ;
2. l'aménagement d'une structure publique de premier accueil (les importantes interventions caritatives en cours ne peuvent remplacer les responsabilités publiques) destinée à toute personne, sans distinction, se trouvant en situation de difficulté et ayant besoin d'assistance humanitaire.
   (Communiqué signé par ICS, Linea d'Ombra, Diaconia Valdese et NoNameKitchen, 19 juin 2024)

La structure publique de premier accueil existait et existe toujours à Trieste, mais, malgré les pressions des activistes et des associations, la municipalité ne s'est pas mobilisée pour examiner cette opportunité. Un bâtiment mitoyen au Silos, prêt à l'usage, que les institutions ont décidé — même après l'évacuation de l'année dernière — de ne pas ouvrir :

> « Nous avons vu l'espace de Via Gioia, nous y sommes entré·e·s et avons vérifié que, contrairement au Silos, il est chaud et sec, qu'il n'y a pas de rats et que les raccordements aux réseaux électriques et hydrauliques sont prêts à l'usage. Il y a des toilettes et des douches. Il y a des dizaines de pièces. Nous avons pris des photos et des vidéos de ce lieu, stupidement abandonné depuis plus de quinze ans, pour montrer à tout·e·s que, si on le voulait, il y a des espaces pour accueillir à Trieste. »

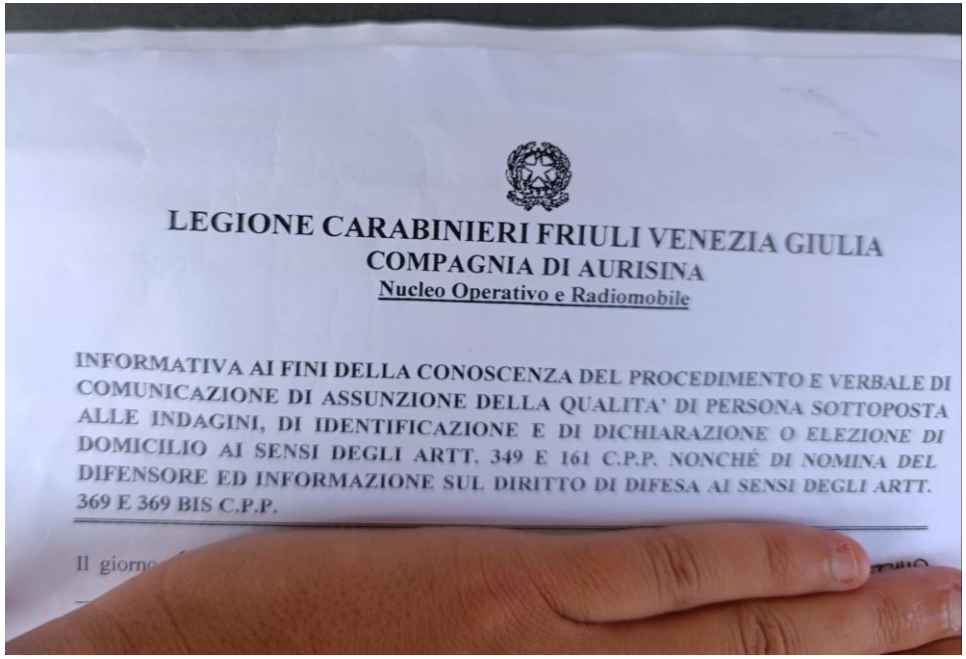
On pouvait lire ceci dans un article publié par MeltingPot l'année dernière.

L'histoire, toutefois, se répète. C'est un événement récent qui ressemble à un avertissement de ce qui pourrait se reproduire. La sensation que j'ai souvent eue depuis que je suis à Trieste — et que j'ai souvent notée dans mon journal de terrain — est que les associations travaillent toujours sous l'effet de l'incertitude liée aux institutions et aux changements qui peuvent survenir quand changent les couleurs politiques. Ces derniers jours, un nouveau préfet a été installé à Trieste. Avec une rhétorique agressive et inappropriée, le maire Roberto di Piazza a immédiatement déclaré qu'« il est

temps d'agir » concernant la situation à l'intérieur de Porto Vecchio. Le soupçon d'une future évacuation refait donc surface sur la Piazza della Libertà.

Les premiers signes sont apparus mardi 22 juillet lorsque, de bonne heure le matin, 60 gendarmes (carabinieri) sont entrés dans Porto Vecchio accompagnés de l'unité cynophile. Environ 20 personnes ont été mises en cause pour violation de l'art. 633 du code pénal, relatif à l'occupation abusive de bâtiments ou de terrains — type de plainte qui, d'après une opératrice juridique d'ICS, était déjà utilisée à l'époque du Silos.

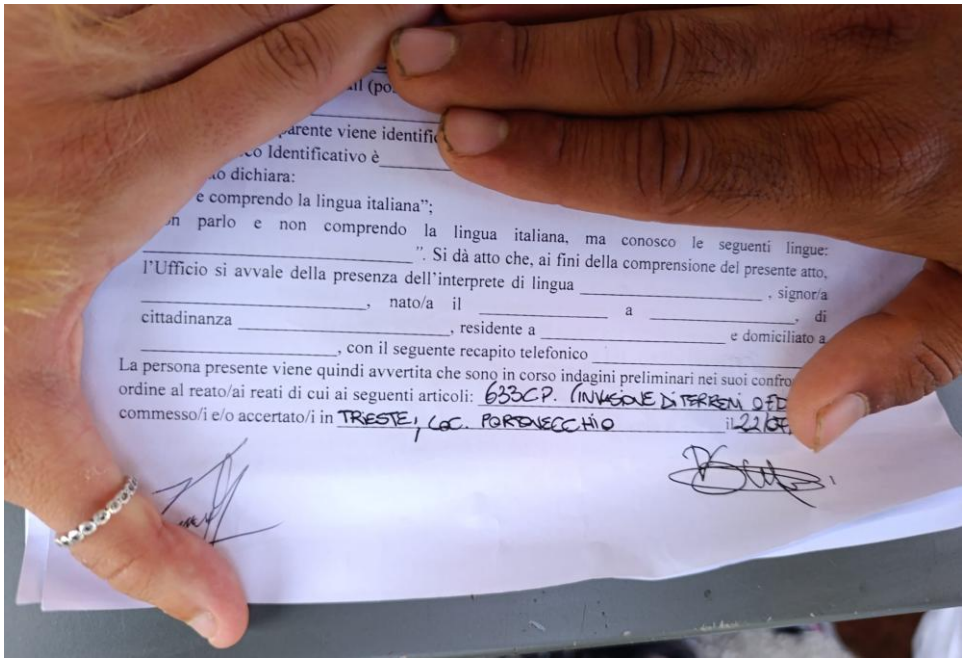
Le déploiement des forces a été vraiment important et, une fois de plus, sans résultat effectif. Les plaintes, qui heureusement tombent souvent dans le vide, constituent des techniques d'intimidation à l'égard des personnes qui vivent à l'intérieur des entrepôts. Toutes ces opérations, qui déploient en outre un usage disproportionné des forces de police, sont accompagnées d'une rhétorique alarmiste et interventionniste de la part des institutions et des médias locaux. Dans les articles on lit des descriptions de délabrement, de trafic et de violence, tandis que l'on parle peu des raisons des occupations et du manque de volonté des institutions de chercher des solutions alternatives.



LEGIONE CARABINIERI FRIULI VENEZIA GIULIA
COMPAGNIA DI AURISINA
Nucleo Operativo e Radiomobile

INFORMATIVA AI FINI DELLA CONOSCENZA DEL PROCEDIMENTO E VERBALE DI COMUNICAZIONE DI ASSUNZIONE DELLA QUALITA' DI PERSONA SOTTOPOSTA ALLE INDAGINI, DI IDENTIFICAZIONE E DI DICHIARAZIONE O ELEZIONE DI DOMICILIO AI SENSI DEGLI ARTT. 349 E 161 C.P.P. NONCHÉ DI NOMINA DEL DIFENSORE ED INFORMAZIONE SUL DIRITTO DI DIFESA AI SENSI DEGLI ARTT. 369 E 369 BIS C.P.P.

Il giorno



parente viene identifi
co Identificativo è
o dichiara:
e comprendo la lingua italiana";
n parlo e non comprendo la lingua italiana, ma conosco le seguenti lingue:
". Si dà atto che, ai fini della comprensione del presente atto,
l'Ufficio si avvale della presenza dell'interprete di lingua , signor/a
, nato/a il a , di
cittadinanza , residente a e domiciliato a
, con il seguente recapito telefonico
La persona presente viene quindi avvertita che sono in corso indagini preliminari nei suoi confro
ordine al reato/ai reati di cui ai seguenti articoli: 633C.P. (INVASIONE DI TERRENI O FD
commesso/i e/o accertato/i in TRIESTE, LOC. PORTONECCHIO il 22 LUG

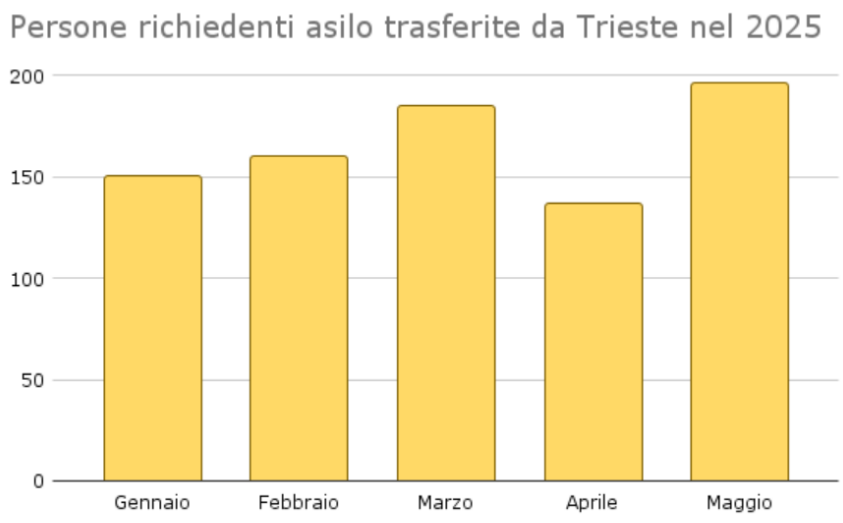
Figura 7: Le document remis à Z., habitant de Khandwala, à la suite de l'expulsion du 22 juillet pour occupation de terrain privé.

3.3 Campo Sacro et les transferts

Comme dit précédemment, l'ancien ostello (auberge) scout de Campo Sacro, aux portes de Trieste, est l'une des deux structures de premier accueil à Trieste. De là, sur une base hebdomadaire, des dizaines de personnes demandeuses d'asile sont transférées vers d'autres centres d'accueil répartis sur le territoire italien. C'est un centre de premier accueil « à haute rotation » dont l'objectif est de réduire la « pression numérique » sur Trieste.

Depuis la mi-juillet, cependant, le CAS de Campo Sacro est plein et, d'après une réunion entre ICS, Diaconia Valdese, IRC et CIR, près de 85 personnes sont en attente d'entrer dans ce dispositif d'accueil. Pas dans le dispositif d'« accueil diffus » sur le territoire, qui obéit à des temporalités et modalités différentes, mais dans une prise en charge qui garantisse un lit et des repas, avant d'être transféré·e·s vers d'autres villes. Pendant l'été, dans les mois où les arrivées par la Route balkanique sont les plus nombreuses, la situation se tend encore davantage.

Sur la question du Campo Sacro et des transferts, un chapitre à part serait nécessaire pour rendre compte de la manière dont les personnes demandeuses d'asile sont souvent traitées par le système d'accueil italien. Au printemps 2025 se sont produits deux transferts par semaine. Comme le montrent les graphiques ci-dessous, 70 % des transferts ont été effectués vers la Sardaigne, tandis que les 30 % restants se sont principalement répartis entre les Marches, l'Ombrie et la Basilicate.



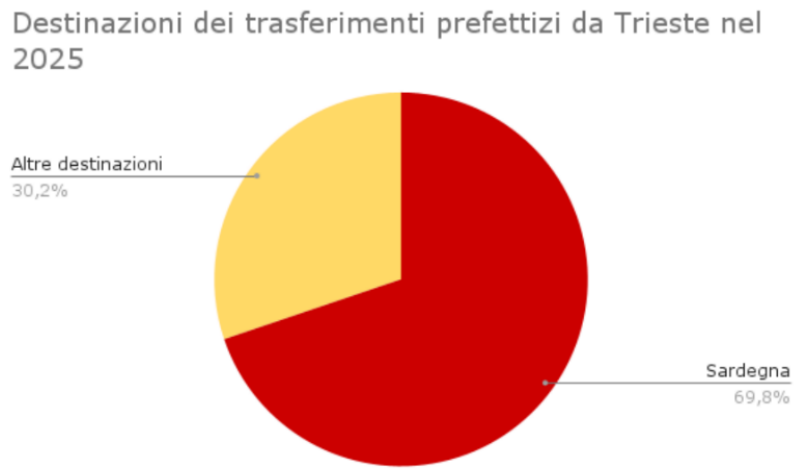


Figura 8: Dans la première figure, on voit le nombre de personnes transférées mensuellement depuis Trieste entre janvier et mai. Dans la deuxième, le pourcentage des transferts et leurs destinations.

Les transferts vers la Sardaigne ont suscité débats et confrontations sur la Piazza della Libertà. Les personnes se sont partagées entre celles qui acceptaient le transfert sans trop d'objections — conscientes que l'entrée dans le circuit d'accueil, même si elle prend du temps, permet l'avancement des procédures bureaucratiques pour l'examen de la demande d'asile — et celles pour qui les transferts en Sardaigne constituent un frein à l'entrée à Campo Sacro. Après avoir passé du temps à Trieste, une ville qui assure un certain enracinement dans un réseau, il devient difficile d'être à nouveau déraciné·e et envoyé·e dans un lieu qui, aussi bien géographiquement, tend à isoler. Sur une île, les centres sont souvent situés en zone intérieure, à des dizaines de kilomètres des villes les plus proches, avec des services minimaux — par exemple, les cours d'italien ne figurent pas toujours parmi les prestations, selon les dernières dispositions des cahiers des charges. De plus, les délais pour l'obtention des documents en Sardaigne sont extrêmement longs, laissant les personnes dans des limbes dans l'attente des divers rendez-vous en Préfecture (Questura). On objectera que les délais pour les demandes d'asile sont allongés dans toute l'Italie ; la différence réside dans le fait que beaucoup choisissent de ne pas entrer à Campo Sacro pour éviter d'être transféré·e·s : vivre ces limbes dans une ville comme Trieste est bien différent de le vivre dans l'intérieur sarde. Ce propos n'a pas vocation à être généralisant et, par contrainte d'espace et de temps, il ne constitue pas une analyse

ethnographique des conditions des camps en Sardaigne ou du système d'asile italien. C'est le récit de ce qui a été observé lors de mes mois de présence à Trieste, enrichi par les contacts entretenus avec certain·e·s demandeur·euse·s transféré·e·s en Sardaigne.

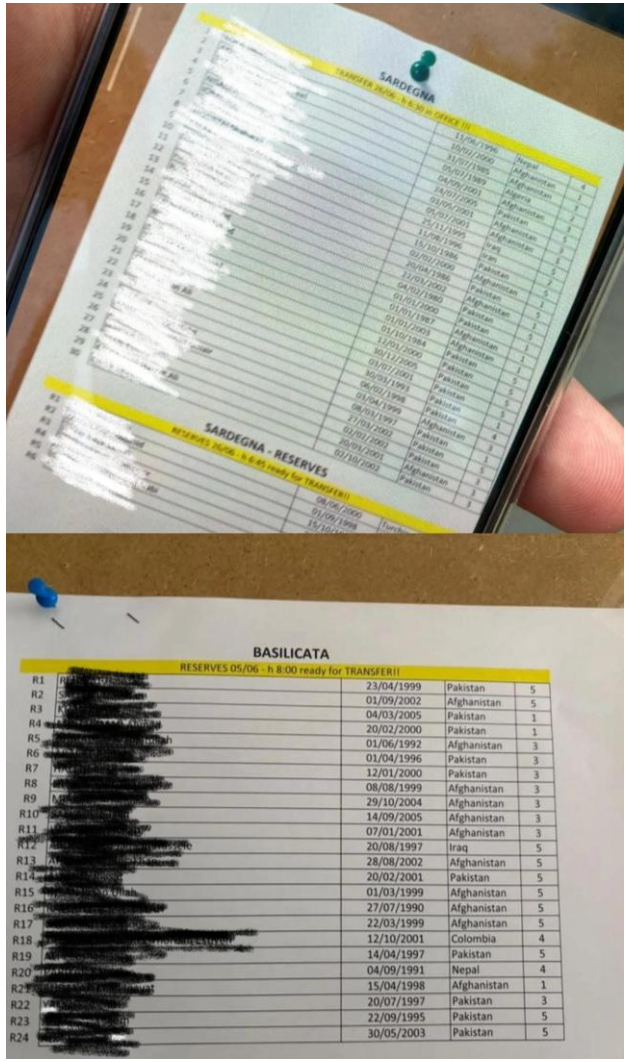


Figura 9: Liste des noms affichée la veille du transfert à Campo Sacro.

Le système des transferts, bien qu'il soit à l'heure actuelle l'une des rares alternatives possibles et, pour beaucoup, une option attendue, objectivise fortement les personnes demandeuses d'asile. Les transferts sont souvent communiqués au dernier moment, sans possibilité de choix ni de négociation. La personne concernée est déplacée comme une unité à redistribuer, sans prendre en compte les liens déjà tissés, les vulnérabilités apparues ou le parcours individuel en cours. Cette logique gestionnaire, visant à « libérer des places », heurte les trajectoires des personnes, qui doivent souvent tout recommencer dans des contextes inconnus.

Les transferts, généralement programmés les mardis et les jeudis, sont annoncés par des listes de noms affichées à l'entrée de Campo Sacro, indiquant seulement la région de destination et aucune autre information. En cas d'absence, le risque est d'être exclu·e du système d'accueil (même si nous avons constaté que, tendanciellement — du moins au printemps lorsque les chiffres étaient plus faibles — un refus était toléré).

Je rappelle que la majorité des personnes attend le transfert parce qu'elles souhaitent être prises en charge par le système d'accueil et, d'une certaine manière, ne plus avoir à planifier chaque étape. Le refus ou le regret d'entrer à Campo Sacro se rencontre toutefois fréquemment chez les plus jeunes. L'urgence de travailler, la nécessité et le besoin de rester au sein d'un réseau d'amitiés poussent souvent les jeunes à chercher des solutions alternatives — souvent extrêmement précaires — ou à préférer rester à l'extérieur parce qu'ils/elles disposent déjà d'un soutien auprès de compatriotes.

Par ailleurs, un autre problème récurrent est qu'aux périodes estivales les places à Campo Sacro sont systématiquement insuffisantes pour répondre aux besoins des personnes en attente d'entrée. Aujourd'hui, près de 100 personnes attendent une place à Campo Sacro, contraintes entre-temps à vivre en dehors du système, à la recherche de solutions précaires et improvisées.

3.4 Questura et accès au système d'asile

Pendant mes mois de présence à Trieste, j'ai mené un travail d'observation à la Préfecture et de collecte de témoignages sur le premier accès pour lancer la demande d'asile et la régularisation ultérieure sur le territoire.
Depuis janvier 2025, on observe en effet une augmentation des temps d'attente pour l'accès à la Questura afin de formaliser la demande de protection internationale, c'est-à-dire le dépôt des empreintes digitales et le signalement photographique. E., opératrice juridique pour une association triestine, a expliqué très simplement les étapes nécessaires de la demande d'asile :

« La première étape demandée à la personne est de **s'identifier**, donc d'obtenir un tout premier document, de faire le **signalement photographique et de fournir ses données.** […] 2e étape : ladite **formalisation de la demande d'asile**, où la personne doit **répondre à des questions** — sur un formulaire nommé **Modello C3**, sur le nom et le prénom, les données des proches, état civil, études, travail, quelles langues elle parle, quel voyage elle a fait, quels pays elle a traversés, si elle a demandé l'asile dans un autre pays, si non quels sont les motifs principaux qui l'ont poussée à quitter son pays. Ce sont les premières déclarations que l'État italien a sur la personne demandeuse d'asile. À Trieste, concomitamment au Modello C3, est délivré le **premier permis de séjour, d'abord blanc, provisoire, puis jaune, lui aussi provisoire** — la validité d'un jaune est généralement de 6 mois. […] La 3e étape, la plus importante, est ce que nous appelons **« la grande interview », devant une commission territoriale, qui est l'organe chargé de décider de l'issue de la demande d'asile.** Ce que nous conseillons toujours est d'aborder ce moment comme un petit saut en arrière : regarder sa vie de l'extérieur et reconstruire de manière logique, chronologique et cohérente les motifs qui ont poussé la personne à partir et les risques qu'elle encourrait en cas de retour dans ce pays.
La demande d'asile est individuelle : on n'obtient pas un résultat positif ou négatif en fonction de la nationalité, mais en fonction de l'histoire personnelle. […] Quand une personne reçoit un résultat positif, elle doit sortir du dispositif d'accueil. Il existe des projets d'accueil aussi pour les personnes protégées : ce sont les projets SAI, mais les places ne sont pas suffisantes en Italie. Ce sont des projets communaux, donc du ressort des municipalités. Si le résultat est négatif, la personne peut décider de faire appel dans les 30 jours. Elle a le droit de demander l'assistance judiciaire gratuite de l'État et a droit à l'accueil jusqu'au résultat de l'appel. À Trieste, les délais sont de 4–5 ans. Donc quand on dit que les personnes ont l'impression d'avoir gagné à la loterie, je comprends la difficulté de dire qu'il leur manque encore 5–6 ans. »

Le premier accès en Questura pour le signalement photographique constitue donc le tout premier pas pour lancer un processus de régularisation sur le territoire. On ne parle pas ici de retards d'accès à l'accueil ou à l'entretien : le problème intervient en amont. Les personnes ont des difficultés à manifester leur volonté de protection, à faire reconnaître leur présence sur le territoire italien. Pendant cette période d'attente, les personnes sont de fait invisibles, inexistantes sur le territoire italien car rien n'atteste de leur présence.

« Le problème pour nous n'est pas seulement l'absence de possibilités pour les personnes de se régulariser mais aussi le fait que tant qu'elles ne sont pas régularisées, pour le système elles n'existent pas ; elles n'ont donc pas accès au système d'accueil, ni à tous ces services destinés aux personnes demandeuses d'asile. C'est un état d'abandon total et la ville, de base, ne dispose pas non plus d'un grand nombre de places en dortoirs . ».

(Entretien avec E., 26 juillet 2025)

Figura 10: La file des personnes sélectionnées pour accéder à la préfecture.

Sur les retards du tout premier accès en Questura paraîtra prochainement un rapport approfondi, rédigé avec des volontaires de NoNameKitchen qui ont suivi la question de près. De manière générale, ce qui a le plus inquiété à propos des dynamiques en cours à la Questura de Trieste est le total arbitraire dans la sélection des personnes pour l'accès au signalement photographique. Bien que les opérateur·rice·s et volontaires sachent que la Questura de Trieste travaille parmi les plus rapides d'Italie, l'absence de logique dans la sélection à l'entrée et l'augmentation constante des temps d'attente ont alarmé toutes les associations qui travaillent sur le terrain avec des personnes en exil et des demandeur·euse·s d'asile. Chaque matin, des dizaines de personnes font la queue devant la Questura dès 6h30. Une heure environ plus tard, un groupe de policiers, en uniforme et en civil, sort et commence à appeler les nationalités par levée de main. Ensuite ils sélectionnent un groupe de personnes, généralement entre 10 et 20, pour les faire entrer dans les bureaux de la Questura ; s'ensuivent ensuite une série de pratiques illégitimes, allant parfois jusqu'à une claire discrimination, employées comme techniques de dissuasion pour décourager les personnes de déposer une demande d'asile et les pousser à quitter la ville.

Ci-après, quelques-unes des pratiques illégitimes constatées :

- On dit souvent aux personnes que pour pouvoir demander l'asile il faut des documents. À celleux qui affirment les avoir perdus, on intime d'aller aux Carabinieri pour déposer une déclaration de perte. Or, dans la majorité des cas, les documents ont été perdus — ou volés — pendant la traversée de la route balkanique. Cela crée une situation de blocage : pendant des jours les personnes vont et viennent entre la Questura et les Carabinieri, dans un renvoi de responsabilités que personne n'assume, les laissant dans des limbes administratives et juridiques.

- Un jeune homme, revenu à la Questura avec la déclaration de perte, s'est vu rétorquer que le document était inutile et qu'il fallait la carte d'identité.

- Plusieurs personnes ont raconté qu'après être revenues à la Questura avec la déclaration de perte du passeport, le document a été arraché par des agents de police.
- Les téléphones sont systématiquement contrôlés mais :
    1. Aucune explication n'est fournie ;
    2. Plusieurs personnes ont raconté qu'on branche un appareil au téléphone qui télécharge l'historique de toutes les applications ;
    3. La géolocalisation ou des recherches Internet (par exemple « comment aller à Rome ») sont utilisées comme justification pour motiver un éloignement et un « invito » expéditif à se rendre dans d'autres villes pour se régulariser ;
    4. Les photographies sont systématiquement utilisées pour refuser la prise en charge (s'il y a des photos d'autres villes/d'autres États/documents).

Comportement devant la Questura (violence administrative) :

1. Le traitement réservé à celles et ceux qui attendent devant la Questura est fortement hostile. On intime souvent de « bien s'assoir » sous peine de ne pas être appelé·e. Ne manquent ni regards de désapprobation, ni injonctions intimidantes à rester immobile et silencieux·se.
2. Tout se déroule en italien sans aucun effort pour utiliser une langue compréhensible par les personnes en attente.
3. On appelle seulement certaines nationalités puis on fait un appel collectif pour les « arabes ».
4. Aujourd'hui (29/05) la personne responsable de la sélection a dispersé les personnes non choisies en les « accompagnant » sur plusieurs dizaines de mètres depuis la Questura.

- La sélection des personnes se fait de manière totalement arbitraire. La logique qui guide les choix n'est pas claire : après l'annonce de la nationalité et l'enregistrement des numéros, les agents se déplacent le long de la file en sélectionnant uniquement quelques personnes, excluant toutes les autres sans aucune logique apparente.
- Intimidations à l'encontre des volontaires et des chercheur·se·s qui mènent le monitoring :
    1. Contrôle constant des documents dont une photo est systématiquement prise ;
    2. Questions insistantes sur notre rôle, sur les associations pour lesquelles nous travaillons, sur les raisons de notre présence ;

3. Intimidations (surtout si l'on est seul·e) par des menaces voilées selon lesquelles, si nous continuons à « leur mettre la pression », les procédures d'entrée en Questura deviendront beaucoup plus complexes et lentes ;
4. Menaces répétées de rapporter ces événements à la table immigration et de tout signaler au HCR;
5. Comportements fortement irrespectueux et délégitimants. On nous a plusieurs fois intimé de « fermer la bouche », on nous a accusé de « ne dire que des bêtises » ou que « notre opinion ne compte en rien ». Notre présence est systématiquement discréditée, de même que notre bonne foi. Tout signalement de situations de vulnérabilité ou de possibles mineur·e·s étranger·ère·s non accompagné·e·s (MENA) est accueilli avec suspicion ou mépris ouvert, en nous accusant de « pousser » les migrant·e·s à se déclarer mineur·e·s même lorsqu'ils sont, selon eux, « manifestement adultes ».

MENA (mineur·e·s étranger·ère·s non accompagné·e·s) :

1. Plus d'une fois les patrouilles ne sont pas intervenues malgré la signalisation d'un mineur isolé en état d'abandon (même lorsqu'appelé·e·s par Save the Children).
2. Manque de prise en charge des mineur·e·s même en présence de documents (photos, originaux).
3. Usage discriminant et violent du langage pour justifier les manques de prise en charge : « nous décidons de l'âge, quand on verra qu'ils sont majeurs parce qu'ils ont clairement 32 ans… »
4. Disponibilité chronique insuffisante de traducteur·rice·s et de médiateur·rice·s (cela est arrivé à 15 h, 18 h et 21 h).
5. Souvent on parle en italien devant les jeunes qui restent confus·es et effrayé·e·s car ils ne comprennent pas l'origine de cette agressivité.
6. Usage subjectif des éléments pour établir la minorité d'âge et pour évaluer la prise en charge : parfois la photo suffit, parfois non ; parfois on n'accepte pas même des documents papier ; parfois on ne prend pas en charge si le document est en pachto.
7. Remise en question constante des paroles et des récits des volontaires et chercheur·se·s + menaces voilées concernant d'éventuelles enquêtes en cours.
8. Tentatives de monter les personnes les unes contre les autres en soutenant que ce seraient les mineur·e·s eux/elles-mêmes, une fois en Questura, qui déclareraient que nous les avons poussés à se dire mineur·e·s.

Problèmes relatifs aux médiateur·rice·s : absence totale de médiateur·rice·s pour certaines langues (surtout népalais et bengali), usage de médiateur·rice·s en ourdou même pour des personnes parlant pachto, impossibilité de joindre des médiateur·rice·s à certains horaires, comportements racistes rapportés par celles et ceux qui déposent les empreintes, commis par certains médiateur·rice·s en Questura.

Manque constant d'explications approfondies, en particulier quand on intime la personne d'aller dans une autre ville pour faire sa demande d'asile.

Données de signalement (premier pentamestre) — synthèse des signalements envoyés par ICS et Diaconia Valdese via PEC chaque mercredi :

	n. signalamenti	n. personnes signalées	n. PEC	attente moyenne (jours)	n. personnes en attente > 20 jours	n. personnes en attente > 30 jours
janvier	1	27	10	11	2	0
février	4	61	19	19	18	7
mars	5	66	20	15,7	8	9
avril	8	263	45	10,7	25	15
mai	4	125	57	18	26	23
TOT	**22**	**542**	**151**	**14,88**	**79**	**54**

ICS et Diaconia Valdese ont donc commencé un travail de signalement, envoyant chaque mercredi une PEC à la Questura avec une liste de noms de personnes en attente d'accéder au premier signalement photographique. Ci-dessous, les données du premier pentamestre : (suite).

3.5 Accès à l'accueil

Entre fin juillet et début août, on a constaté une amélioration dans les enregistrements préliminaires des demandes d'asile, le délai moyen d'attente pour l'entrée à la préfecture ayant été réduit à environ 10 jours. Paradoxalement cependant, cela a entraîné un court-circuit ultérieur, à savoir l'énorme difficulté d'accéder au premier accueil. L'auberge scout de Campo Sacro a rapidement été saturée et, de manière inexplicable, les transferts vers d'autres villes ont été réduits dès juin 2025, en concomitance avec la saison estivale, période durant laquelle il est bien connu que l'on assiste systématiquement à une augmentation des arrivées par la route des Balkans.

Au début du mois d'août, on comptait 173 hommes seuls, 2 femmes seules et 4 noyaux familiaux avec enfants contraints de rester en dehors de l'accueil, sans pouvoir accéder à aucune forme d'hébergement alternatif, ce qui obligeait de fait les demandeurs d'asile à dormir à la belle étoile. Rappelons que le droit de l'UE stipule clairement que « les États membres veillent à ce que les demandeurs aient accès aux conditions matérielles d'accueil dès qu'ils expriment la volonté de demander une protection internationale », conformément à la Directive 2013/33/UE, article 17. La Cour européenne des droits de l'Homme souligne en outre que « laisser une personne vulnérable dans la rue sans aucun soutien matériel constitue un traitement inhumain et dégradant interdit par l'article 3 de la Convention » (M.S.S. c. Belgique, n° 30696/09, § 263).

En réaction à cette situation, de nombreux demandeurs d'asile ont commencé à passer leurs nuits sous les arcades de la gare routière, structure située à quelques dizaines de mètres de la Piazza della Libertà et en face des entrepôts occupés du vieux port. Rapidement, des expulsions forcées ont commencé à être menées dans le hall où environ 100 personnes trouvaient refuge la nuit. Comme dénoncé lors d'une conférence de presse tenue le 21 août 2015 par les organisations signataires de Trieste (ICS, Linea d'Ombra, Diaconia Valdese, No Name Kitchen, ResQ et Fondazione Luchetta), les interventions de la police « ont inclus la saisie de biens essentiels – couvertures, sacs de couchage, chaussures – confiée à l'entreprise Italspurghi. Une pratique vexatoire et inacceptable dans un État de droit, que les organisations signataires condamnent fermement. »

Cette situation frôle l'absurde : en effet, sont expulsées les personnes que le système italien contraint à rester en dehors de l'accueil. Les personnes occupant le hall sont des demandeurs d'asile ou des personnes en attente de déposer leurs empreintes à la préfecture, autrement dit des personnes pour lesquelles l'État italien devrait garantir accueil et soutien. En réponse, elles sont évacuées chaque matin à l'aube. Les associations se sont mobilisées, organisant des veilles solidaires dès 6 heures du matin, dans l'attente que soient trouvées des solutions alternatives à ces violations manifestes des droits humains.

Trieste, richiedenti asilo senza accoglienza e vessati: le associazioni denunciano e chiedono interventi immediati

21 Agosto 2025 comunicati stampa, primo piano